



# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## ANCIENNE TRESORERIE

Création de 15 logements et un local en RDC dans ancienne trésorerie  
BOULEVARD DE LA LIBERTE  
83300 A DRAGUIGNAN

MAÎTRE D'OUVRAGE

**SAIEM**

247 Rue Jean Aicard  
83300 DRAGUIGNAN

MAÎTRE D'OEUVRE

**Architecte**

3i ARCHITECTURE  
13001 MARSEILLE

### MISES A JOUR

DATE	INTITULE	CONCERNE LES ARTICLES N°
25/11/24	PGC INITIAL	1 à 17
25/09/25	Mise a jour avec DCE de SEPT 2025	ENSEMBLE

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>4</b>
1.1. OBJET DU PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION.....	4
1.2. DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	5
1.3. DESCRIPTION SOMMAIRE.....	6
1.4. LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS.....	6
1.5. CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	6
<b>2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>7</b>
2.1. VOIES D'ACCÈS / DESSERTE.....	7
2.2. DANGERS SPÉCIFIQUES EXPORTÉS VERS L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER.....	7
2.3. DANGERS SPÉCIFIQUES IMPORTÉS PAR L'ENVIRONNEMENT VERS LE CHANTIER.....	8
2.4. DISPOSITIONS PRISES POUR LIMITER L'ACCÈS AUX SEULES PERSONNES AUTORISÉES.....	8
2.5. INTERFACE CHANTIER DOMAINE PUBLIC / INSTALLATIONS PROVISOIRES SUR LE DOMAINE PUBLIC VOIE PUBLIQUE.....	9
2.6. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER.....	11
<b>3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.....</b>	<b>12</b>
3.1. RÉSEAUX DIVERS PRÉALABLES AUX TRAVAUX.....	12
3.2. CANTONNEMENTS.....	12
3.3. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	13
<b>4. ELECTRICITE DE CHANTIER.....</b>	<b>15</b>
4.1. FORCE.....	15
4.2. ECLAIRAGE.....	16
4.3. MATÉRIEL ÉLECTRIQUE UTILISÉ PAR LES ENTREPRISES.....	16
<b>5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER.....</b>	<b>17</b>
5.1. DISTRIBUTION, INSTALLATION ET ALIMENTATION.....	17
<b>6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE.....</b>	<b>17</b>
6.1. LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	17
6.2. MOYENS DE LEVAGES.....	18
6.3. MESURES DE PRÉVENTION.....	18
<b>7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER.....</b>	<b>19</b>
7.1. CIRCULATION DE VÉHICULES.....	19
7.2. CIRCULATION DU PERSONNEL.....	20
<b>8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES.....</b>	<b>21</b>
8.1. SECOURS.....	21
8.2. INCENDIE.....	21
<b>9. PROTECTIONS COLLECTIVES.....</b>	<b>22</b>
9.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	22
9.2. NATURE DES PROTECTIONS COLLECTIVES.....	22
9.3. MISE EN PLACE D'ÉQUIPEMENTS COMMUNS.....	24
<b>10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....</b>	<b>25</b>
10.1. PRÉSENCE D'AMIANTE.....	25
10.2. PRÉSENCE DE PLOMB.....	25
10.3. OUVRAGES PARTICULIERS À RÉALISER.....	25
10.4. UTILISATION OU EXPOSITION À DES PRODUITS DANGEREUX.....	26
<b>11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ.....</b>	<b>27</b>
11.1. ORGANISATION DE LA PHASE PRÉPARATION DE CHANTIER :.....	27
11.2. DÉCALAGES D'INTERVENTION (TRAVAUX SUPERPOSÉS, PROTECTIONS COLLECTIVES) :.....	27

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)



<b>12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS.....</b>	<b>29</b>
<b>13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ.....</b>	<b>30</b>
13.2. LOT PRINCIPAL.....	30
13.2. SOUS-TRAITANCE.....	30
13.3. LOCATIERS.....	31
13.4. LIVRAISON.....	31
<b>15. LISTE DES INTERVENANTS.....</b>	<b>32</b>
<b>16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT.....</b>	<b>33</b>

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1. Objet du plan général de coordination

Le présent rapport a pour objet l'application du Décret n°94 1159 du 26 Décembre 1994, visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phase de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé.

#### 1.1.1 Dispositions prises en cas de défaillances

Le Maître d'Ouvrage pourra :

- appliquer des pénalités définies au CCAP, CCTP § ... si l'entreprise n'obtempère pas aux demandes faites par le Coordonnateur sous 24 heures
- faire appel à toute entreprise de son choix pour faire respecter les principes élémentaires de sécurité si les observations de Coordonnateur sont récurrentes
- faire appel à toute entreprise de son choix pour assurer la mise en place des équipements et aménagements précités en cas :
  - d'observations répétées du coordonnateur
  - de retard constaté à l'issue de la période de préparation

#### 1.1.2. Les principes généraux de prévention

Pour mémoire , la démarche de prévention des risques de chacun des intervenants doit être guidée par le respect des principes généraux de prévention tels que définis par la loi du 31 décembre 1991.

- a) Eviter les risques
- b) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités
- c) Combattre les risques à la source
- d) Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé
- e) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique
- f) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux, ou par ce qui est moins dangereux
- g) Prendre des mesures de protection collective, en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle
- h) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants
- i) Donner les instructions appropriées aux travailleurs

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

### 1.1.3. Les obligations des intervenants

#### **Du Maître d'Ouvrage :**

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- déclarer les opérations de niveaux I et II
- désigner le Coordonnateur S.P.S.
- réaliser les VRD préalables pour les opérations de plus de 760 k€ T.T.C.
- organiser les rapports entre Maître d'Œuvre, entreprises et Coordonnateur
- conserver le PGCSPS pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage
- conserver et transmettre le D.I.U.O.

#### **Du Maître d'Œuvre :**

- appliquer les principes généraux de prévention sauf d) et i)
- coopérer avec le Coordonnateur pendant la phase conception
- arrêter les mesures générales en concertation avec le Coordonnateur
- viser les observations du Coordonnateur notées sur le RJC

#### **De l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :**

- appliquer les principes généraux de prévention
- viser le RJC et répondre aux observations du Coordinateur

### 1.1.4. Fonctionnement

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est joint aux autres documents remis par Maître d' Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes officiels de prévention, ainsi que les membres du Collège Inter-entreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d' Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

### 1.1.5. Durée de conservation

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé tenu par le Coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d' Ouvrage, à compter de la date de réception du bâtiment.

## 1.2. Désignation de l'opération

Nature des travaux	Création 15 logements et un local RDC dans ancienne trésorerie
Implantation géographique / adresse	<b>ANCIENNE TRESORERIE</b> <b>BOULEVARD DE LA LIBERTE</b> <b>83300 A DRAGUIGNAN</b>
Mode de passation des marchés	<b>Lots séparés</b> Lot 1 Maçonnerie générale – espace vert Lot 2 Façades extérieures Lot 3 Menuiseries intérieures Menuiseries extérieures Métallerie Lot 4 Électricité CFO cfa Lot 5 Plomberie chauffage climatisation Lot 6 Cloisons – Peinture – Revêtements de sol et mural (sols durs et souples)

#### **PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)



### 1.3. Description sommaire

Préambule	Les travaux comprennent : L'opération de réhabilitation du bâtiment, situé au 37 Boulevard de la Liberté à Draguignan, consiste principalement en sa transformation en 15 logements et local en RDC, tout en assurant le confort et la sécurité. Le bâtiment existant est composé de 5 niveaux ; un sous-sol, un rez-de-chaussée, et 3 niveaux, répartis sur une surface utile totale de 430,70 m <sup>2</sup> et surface du plancher totale de 462 m <sup>2</sup> . La surface de la parcelle est de 2639 m <sup>2</sup> .
Dimension	Voir les plans
Principales caractéristiques architecturales	Régionale
Procédés de construction imposés	Traditionnels

### 1.4. Liste des intervenants / nomenclature des lots

(Voir liste des intervenants / Déclaration préalable en annexe du présent PGC)

### 1.5. Calendrier des travaux – Prévision d'effectif – catégorie de l'opération

Délai d'exécution	Durée initiale du chantier <b>12 mois</b> y compris congés payés et jours d'intempérie selon précision du CCAP.
Période de préparation	Les entreprises disposent d'un délai d'un mois à compter de la date de signature de leur marché. Durant cette période les entreprises doivent procéder avec le Coordonnateur à une visite d'inspection commune du chantier, qui doit leur permettre d'établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.). Dans tous les cas le Coordonnateur doit être en possession du P.P.S.P.S de chaque intervenant avant le démarrage de ses travaux. Les entreprises disposent du délai de préparation fixé à .1 mois par le Maître d'Ouvrage pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.P.) et commencer leur travaux.
Prévision d'effectif	Effectif estimé : <b>17</b> personnes en pointe Volume Hommes X Jours estimé : <b>supérieur à 500</b>
Catégorie	Opération de catégorie 2

#### **PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

## 2. ACCÈS AU CHANTIER ET ENVIRONNEMENT

### 2.1. Voies d'accès / desserte

<b>Accès principal</b>	<b>Boulevard de liberté</b>
<b>Charge admissible</b>	Voir avec les services techniques de la Mairie de DRAGUIGNAN
<b>Fléchage Signalisation provisoire</b>	signalétique à prévoir. A charge du <b>LOT 1</b> la mise en place, le maintien en état et la dépose du fléchage (signalisation) depuis la départementale RD19 jusqu'au chantier après présentation au Maître d'Ouvrage, et en concertation / validation avec les services municipaux (la D.D.E.).
<b>Gabarit à respecter</b>	Les accès au chantier sont au gabarit routier.
<b>Desserte du chantier pour le personnel</b>	Véhicules de l'entreprise ou personnels

### 2.2. Dangers spécifiques exportés vers l'environnement du chantier

#### 2.2.1. Présence d'activités du site

##### Préambule :

**Le bâtiment est situé en centre ville de Draguignan**

Les règles suivantes seront appliquées permettant de gérer au mieux les risques ci-après :

<b>Description :</b>	Risque de chute d'objet lors des travaux
<b>Disposition à prendre :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>police de roulage ou arrêté de circulation</li> <li>dévoisement du flux piétons public sur le trottoir opposé, et ce, en concertation avec les services municipaux de la Mairie, à l'aide de barrière, marquage horizontal, signalisation verticale.</li> </ul>
<b>Localisation :</b>	Domaine public - Accès
<b>Lot chargé des dispositions à prendre :</b>	LOT 1
<b>Description :</b>	Risque de chute d'objet lors des approvisionnements
<b>Disposition à prendre :</b>	programmation avec les services municipaux horaires de travaux particuliers balisage au sol police de roulage ou arrêté de circulation
<b>Localisation :</b>	Domaine public
<b>Lot chargé des dispositions à prendre :</b>	LOT 1
<b>Description :</b>	Risque de chute des charges manutentionnées en cours travaux

#### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

**Disposition à prendre :**

- Auvents au dessus des voies
- Interdiction de survol de charge par Limiteur chariot
- Gestion électronique du crochet
- Aucun déchargement par grue à tour n'est autorisé en dehors de l'emprise du chantier.
- Le survol des charges à manutentionner est strictement limité à l'emprise du chantier.

**Localisation :**

Domaine public

**Lot chargé des dispositions à prendre :**

LOT 1

### 2.3. Dangers spécifiques importés par l'environnement vers le chantier

#### Présence de canalisations enterrées ou aériennes au voisinage des travaux :

**Description :**

Aucun réseau aérien ne survole le terrain à bâtir.

Présence de Réseaux enterrés:

- VOIR LES DICT

**Disposition à prendre :**

Les réseaux d'éclairage public et électricité doivent être dévoyés préalablement à la réalisation des travaux  
 Les réseaux de gaz haute pression et oléoduc devront être, le cas échéant, protégés mécaniquement suivant indications du concessionnaire  
 L'entreprise doit établir les DICT  
 Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant récépissés des DICT renseignés par les concessionnaires  
 L'entreprise respectera le décret du 8 janvier 1965 modifié le 1 mai 1995, articles 171 à 185 modifiés

**Localisation :**

Selon plans de récolement des concessionnaires  
 Suite au repérage préalable et matérialisation (signalisation) au sol

**Lot chargé des dispositions à prendre :**

Maître d'Ouvrage / Lot 1/ Electricité / ....concessionnaire ( gaz, THT)

### 2.4. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

**Procédure pour les entreprises**

Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.  
 Les demandes d'agrément doivent être déposées auprès du Maître d'Œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.  
 Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur qui déclenche la visite d'inspection commune avec l'entreprise agréée.  
 Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.  
 Les entreprises non agréées pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation

**Cas particuliers « des travailleurs temporaires »**

En plus des pièces citées ci-dessus, les travailleurs temporaires doivent disposer de leur contrat de mise à disposition lors de leur mise en place sur le chantier.

**Cas particuliers « des locatiers »**

Au regard du code du travail, un artisan ou « locatier » (tracto-pelle, pelle, grue mobile, trancheuse, camion benne) intervenant directement dans l'acte de construire est considéré comme entreprise.  
 A ce titre sa présence doit être portée à la connaissance du Maître d'Ouvrage et fera l'objet d'une procédure adaptée dite « simplifiée ». Se reporter à l'article 12.3.

**Personnel extérieur au chantier**

Le personnel extérieur au chantier n'y est admis que s'il est accompagné d'une personne dûment mandatée dans le cadre du marché des travaux de l'opération et équipé des protections individuelles adaptées.  
 Le personnel qui ne respecte pas cette obligation peut se voir refuser l'accès au chantier.

**Entreprises extérieures**

Il est prévu l'intervention d'une entreprise :

#### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com



**intervenant pour le compte du Maître d' Ouvrage**

- de réseaux intervenant pour le compte d'un concessionnaire
- Cette entreprise interviendra en concomitance avec les entreprises du chantier.  
Elle ne sera pas intégrée au compte prorata

**Entreprises extérieures intervenant pour le compte d' un Maître d' Ouvrage différent**

Application de l'article L.235-10 :  
« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions »

**Concessionnaires intervenant dans le cadre de l'opération**

Si ces derniers sont aussi maître d'ouvrage :  
Application de l'article L.235-10 :  
« Lorsque, sur un même site, plusieurs opérations de bâtiment ou de génie civil doivent être conduites dans le même temps par plusieurs maîtres d'ouvrage, ceux-ci sont tenus de se concerter afin de prévenir les risques résultant de l'interférence de ces interventions ».

Notamment , en cas d'alimentation des colonnes montantes dans les gaines techniques palières à la fin des travaux , **l'entreprise d'électricité ou/ et gaz assurera la mise en place d'affichettes sur les portes des placards techniques portant la mention « COLONNE SOUS TENSION – ACCES INTERDIT AUX PERSONNES NON HABILITE »**

Le maître d' Œuvre s'assure pour sa part que les portes de placards soient posées temps utiles  
Il s'assure de la bonne information des entreprises titulaires de lot.  
Les titulaires de lot veilleront à la bonne information de leurs éventuels sous- traitant.  
Les entreprises de **VRD et Plantations** consulteront les plans de récolement.

## 2.5. Interface chantier domaine public / Installations provisoires sur le domaine public voie publique

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
<b>Clôture</b>	<p><b>Hauteur :</b>2m, <b>Constitution :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• panneaux grillagés galvanisés, <u>liés entre eux mécaniquement complétés par une plinthe bois</u> et reposant sur des socles en béton.</li> <li>• bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement.</li> </ul> <p>L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent.</p>	Périphérie du chantier	<b>LOT 1</b>	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Portes et portails</b>	<p><b>Constitution :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton.</li> <li>• bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement. L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent.</li> </ul> <p><b>Fermeture :</b>par chaîne et cadenas</p>	Entrée de chantier	<b>LOT 1</b>	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Auvents / passage piéton couvert</b>	<p><b>Constitution :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• absence de point saillant</li> <li>• hauteur libre de 1.9 m minimum.</li> </ul>	Sur rue des sites	<b>LOT 1</b>	Installation pendant la phase de préparation de chantier.

### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

Nature	Caractéristiques	Implantation	Lot chargé de la mise en Œuvre	Conditions d'entretiens
	<ul style="list-style-type: none"> <li>protection lourde type bastings jointifs à chants ou dispositif de résistance équivalente</li> </ul> <p><b>Equipements</b> : éclairage diurne et nocturne protégé par un disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><b>résistance mécanique des appareils d'éclairage</b> :IK 08 ou supérieur</p>			Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Déviatation véhicule Rétrécissement de chaussée Ralentisseurs</b>	Respect de l'instruction ministérielle relative à la signalisation temporaire des chantiers en bordure des voies en circulation	Selon plan d'installation validé par les services municipaux	<b>LOT 1</b>	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Panneaux de signalisation Voies à créer</b>	Dévoisement du flux piéton en concertation avec les services municipaux <ul style="list-style-type: none"> <li>Barrière</li> <li>Rampe d'accès</li> <li>marquage horizontal</li> <li>signalisation verticale</li> </ul>	Entrée et voies de d'accès	<b>LOT 1</b>	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Signalisations provisoires</b>	Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'informations et les demandes d'autorisation nécessaires et préalables à la réalisation de ses travaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>D.I.C.T.</li> <li>Permission d'occupation du domaine publicAutorisation d'emprise sur voirie</li> </ul>	Selon police de roulage Selon permission de voirie	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Autres</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Autorisations délivrées par les concessionnaires.</li> <li>Autorisations délivrées par les propriétaires limitrophes.</li> </ul>	Selon repérage électromagnétique préalable selon piquetage préalable	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Panneau de chantier</b>	L'entreprise réalise, installe, entretien et dépose le panneau de chantier réglementaire suivant le plan établi par le Maître d' Œuvre.  Il est rappelé que ce panneau doit porter mention de toutes les entreprises et travailleurs indépendants appelés à intervenir sur le chantier y compris les sous-traitants de quelque rang que ce soit : Article R324.1 du Code du Travail.	Son emplacement est défini en concertation avec le Maître d' Œuvre et le Maître d'Ouvrage. Il doit toutefois être visible depuis le domaine public	<b>LOT 1</b>	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Affichage</b>	"PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE" "CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC"	De part et d'autre des vantaux d'accès au chantier	<b>LOT 1</b>	Installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chantier
<b>Passerelles</b>	Passerelles nécessaire au dévoiement du flux piéton y compris entretien et dépose		<b>LOT 1</b>	installation pendant la phase de préparation de chantier. Entretien autant de fois que nécessaire Dépose en fin de chant

# PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## **2.6. Plan d'installation de chantier**

L'entreprise **du LOT 1** soumet au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité dans les 15 jours suivant sa désignation, le plan d'installation de chantier et en assure sa mise à jour autant de fois que nécessaire..

Le plan d'installation, affiché dans le bureau de chantier, fait apparaître clairement :

- les emprises sur voirie
- les cantonnements / TCE (sanitaires, réfectoires, vestiaires)
- le bureau de chantier
- les magasins
- les aires de stockage
- le réseau d'alimentation électrique du chantier
- le réseau d'alimentation en eau du chantier
- les clôtures
- les accès
- les flux de piétons et d'engins différenciés

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

### 3. MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

Application de l'article L 235-16

" Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

#### 3.1. Réseaux divers préalables aux travaux

<b>ELECTRICITE COMPTAGE</b>	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison <ul style="list-style-type: none"> <li>défini par les services EDF,</li> <li>défini avec le maître d'ouvrage en limite de parcelle</li> </ul>
	Entreprise chargée du raccordement	<b>LOT 1</b>
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	<b>LOT 1 / Maître d'Ouvrage</b>

<b>EAU COMPTAGE</b>	Localisation	L'entreprise procède au raccordement depuis un point de livraison défini <ul style="list-style-type: none"> <li>par la compagnie fermière</li> <li>par le maître d'ouvrage en limite de parcelle</li> </ul>
	Entreprise chargée du raccordement	<b>LOT 1</b>
	Planification du raccordement	A l'issue de la période de préparation
	Frais :	<b>LOT 1 / plombier / Maître d'Ouvrage /</b>

<b>EAUX USÉES</b>	Localisation	Le réseau EU est situé <ul style="list-style-type: none"> <li>( voir plan MOE)</li> </ul> <p>Les sanitaires doivent être raccordés sur réseau d'égout par l'entreprise installatrice. En l'absence de réseaux aux abords immédiats, il est fait obligation de raccorder le sanitaire sur une fosse enterrée.</p>
	Entreprise chargée du raccordement	<b>LOT 1 / VRD / Plomberie</b>
	Planification du raccordement	Pendant la phase de préparation de chantier et dans l'attente du raccordement sur le réseau définitif, il est admis la mise en place d'un sanitaire de type chimique avec entretien périodique.
	Frais :	<b>LOT 1/ VRD</b>

#### 3.2. Cantonnements

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## Dispositions Générales :

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité et à l'entreprise du lot Gros Œuvre, leur courbe d'effectif.

Les cantonnements devront être réalisés suivant :

- fiche OPPBTP en vigueur

Description Nature	Dimensionnement	Localisation	Aménagements complémentaires	Déplacement nouvelle localisation	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Répartition des frais
<b>Vestiaires</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 20 personnes.</li> <li>• La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m<sup>2</sup> par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes)</li> </ul>	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chauffage</li> <li>• d'armoires vestiaires avec serrure ou cadenas</li> <li>• bancs</li> <li>• patères pour l'accrochage des vêtements humides.</li> <li>• revêtement de sol facilement lessivable</li> </ul>	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Réfectoires</b> dès que des salariés prennent leur repas sur le chantier	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 20 personnes.</li> <li>• La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m<sup>2</sup> par personne</li> </ul>	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chauffage</li> <li>• tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires.</li> <li>• La surface des tables aisément lessivable.</li> <li>• chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises.</li> <li>• Garde-manger ou réfrigérateur</li> </ul>	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier.		
<b>Sanitaires</b>	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier établi par le lot Gros Œuvre	Aménagement d'escalier à l'entrée du sanitaire	Le fonctionnement du cantonnement doit être permanent et dans l'emprise du chantier		

## 3.3. Nettoyage du chantier

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

<b>Règles générales</b>	Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit. Chaque entreprise évacuera directement ses déchets en décharge agréée quotidiennement.
<b>Règles générales</b>	Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de son poste de travail autant intérieurement qu'extérieurement, pendant toute la durée du chantier. Il est absolument interdit de brûler les déchets de quelque nature que ce soit.
<b>Bennes à gravois</b>	Il est mis en service, pendant toute la durée du chantier, des bennes en nombre suffisant à l'usage de toutes les entreprises qui sont tenues d'y déposer <u>quotidiennement</u> les résidus de leur activité. Chaque entreprise doit procéder au démontage et compactage de ses emballages et colisages
<b>Tri sélectif</b>	Afin de limiter les coûts de mise en décharge, les entreprises sont invitées à envisager un tri sélectif des gravats et déchets. Dans cette hypothèse, l'entreprise prévoit la mise en place sur chaque benne de panneaux d'affichage amovibles et résistants aux intempéries et sur lesquels doit être indiquée la nature des déchets à y déposer.
<b><u>Pour la benne 1 : Déchets inertes</u></b>	- Terre et matériaux de terrassement ; béton armé et non armé ; pierres ; parpaings ; briques ; carrelages ; faïences ; gypse et plâtre ; ardoise ; verres ordinaires ; laines minérales ; matériaux minéraux de démolition mélangés sans plâtre.
<b><u>Pour la benne 2 : Déchets industriels banals (D.I.B.)</u></b>	Béton léger (cellulaire) ; fers à béton ; placoplâtre ; métaux ; verres spéciaux (teinté, armé) ; bois non traité avec des produits toxiques ; plastiques et PVC ; polystyrène ; caoutchouc ; moquette ; laine de verre ; emballages non souillés.
<b><u>Pour la benne 3 : Déchets industriels spéciaux</u></b>	Bois traités avec des produits toxiques ; peintures et vernis ; solvants ; certaines colles ; matériels souillés (pinces, brosses, chiffons) ; emballages souillés. Les produits amiantés sont évacués directement en décharge appropriée (classe 1 ou 3) par l'entreprise avec remise au maître d'ouvrage de l'original du bordereau du suivi des déchets.
<b>Conditions d'enlèvement des matériaux présentant un risque particulier</b>	Tout produit présentant un risque particulier (matériaux industriels spéciaux) doit être éliminé par et à la charge de chaque entreprise utilisatrice ou ayant un contact avec ces produits.  Liste indicative des matériaux concernés métaux (zinc, plomb, étain, chrome, nickel) peinture et vernis - emballage tous produits chimiques hydrocarbures produits de soudage

Moyens mis en Œuvre caractéristique	Localisation	Phasage	Lot chargé de la mise en place et de l'entretien	Répartition des frais
<b>Bennes à gravois</b>	Emplacement permettant les échanges de bennes sans intervention de la grue à tour	Mise en Œuvre à la fin de la période de préparation	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Goulotte</b>	L'entreprise fournit et entretient, à sa charge, les goulottes à gravats.	Mise en place dès la phase <b>démolition Gros Œuvre</b>	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Nettoyage des véhicules</b>	Si nécessaire, réalisation d'une aire de lavage des pneus des véhicules sortant du chantier.	Mise en place dès la phase  Le chauffeur est chargé du lavage de son véhicule.	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>

# PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 4. ELECTRICITE DE CHANTIER

### 4.1. Force

#### 4.1.1. Installations primaires (alimentation des cantonnements et des engins de levage)

<b>Description</b>	<p>L'armoire principale doit notamment comporter les départs séparés pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>réseau cantonnement</li> <li>réseau alimentation des postes de travail</li> <li>réseau éclairage circulation</li> <li>réseau grue / centrale à béton / aire de préfabrication</li> <li>réseau pour ascenseur</li> <li>réseau pour façade (Plateforme motorisée à niveau variable / plateforme sur mât)</li> </ul> <p>Le plan de ce réseau doit être soumis préalablement au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur Sécurité et après approbation être affiché en permanence dans un lieu accessible.</p> <p>Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation doivent être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du Décret n°88.1056 du 14.11.88 et de la norme NF C 15 100.</p> <p>L'entreprise distribue, installe et alimente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le chantier suivant la norme NF P 03 001.</li> <li>ses propres installations</li> <li>les installations communes de chantier</li> <li>chaque bâtiment ou chaque groupe de maisons individuelles jusqu'à une distance de 2 m.</li> </ul>
<b>Lot chargé de l'installation</b>	<p>Poste de travail : <b>LOT 1</b> Cantonnement : <b>LOT 1</b></p>
<b>Vérification périodique par organisme agréé</b>	<p>Elles doivent être réalisées par un organisme agréé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de leur mise en service</li> <li>à chaque modification ou extension</li> <li>annuellement</li> </ul> <p>Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.</p>
<b>Entretien de l'installation</b>	<p>Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.</p> <p>Le plan de l'installation doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence.</p>

#### 4.1.2. Installations secondaires

<b>Description, implantation et nombre de coffrets</b>	<p>Chaque coffret comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>4 prises de courant 2 x 10/16 + T 220 V</li> <li>prise de courant 45 A + T 350 V si nécessaire pour certains CES</li> <li>un bouton d'arrêt d'urgence</li> </ul> <p>Ces coffrets sont fixés mécaniquement au mur ( gaines techniques) ou aisément déplaçable sur pied au fur et à mesure de l'avancement des travaux.</p> <p>Il est installé au minimum un coffret par niveau et par cage d'escalier.</p> <p>Dans tous les cas, l'installation est suffisante pour éviter l'utilisation de cordons prolongateurs de plus de 25 mètres.</p> <p>Prévoir la mise en Œuvre de 6 coffrets minimum</p>
<b>Lot chargé de l'installation</b>	<p><b>LOT 1</b></p>

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

<b>Consommations</b>	Les consommations, sont placées au débit du <b>compte prorata</b> .
<b>Vérification périodique par organisme agréé</b>	Elles doivent être réalisées par un organisme agréé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de leur mise en service</li> <li>• à chaque modification ou extension</li> <li>• annuellement</li> </ul> Un exemplaire du rapport de vérification doit être communiqué au Coordonnateur Sécurité.
<b>Appareil d'utilisation</b>	L'alimentation depuis les armoires de distribution des étages jusqu'à l'appareillage de chantier est à la charge de chaque entreprise utilisatrice. Le matériel utilisé devra être conforme à la réglementation et correctement entretenus. Il pourra être demandé aux entreprises de placer Hors Service tout matériel identifié comme défectueux .
<b>Installations particulières aux enceintes très conductrices</b>	L'appareillage et l'éclairage électrique utilisés par les entrepreneurs dans les enceintes très conductrices doivent être alimentés en très basse tension de sécurité ou être équipés de transformateur de sécurité à séparation de circuit placés en dehors de l'enceinte.

## 4.2. Eclairage

Dispositions générales:

	Description	Lot chargé de la mise en Œuvre et de l'entretien	Vérification périodique par organisme agréé
<b>Éclairage des postes de travail</b>	L'éclairage de chantier est un éclairage de circulation. L'éclairage des zones de travail reste à charge des entreprises (à partir des coffrets de prises). Il doit être adapté à la qualité du travail en cours.	Chaque entreprise est chargée de l'entretien de ses propres installations et matériels	
<b>Consommations</b>	Les consommations, sont placées au débit du <b>LOT 1</b>		

## 4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises

### 4.3.1 Cas Général

<b>Caractéristique des appareils d'utilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v</li> <li>• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IP 47 IK 08</li> <li>• Enrouleurs de classe B</li> <li>• Câbles H07 RNF</li> </ul>
--	---	---

### 4.3.2 Cas particulier des interventions en Vide Sanitaire

<b>Caractéristique des appareils d'utilisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Classe 2 à double isolation alimentés en 220 v</li> <li>• Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et vérifié selon périodicité fixé dans le PPSPS de l'entreprise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dito <b>4.3.1 Cas général</b></li> <li>• Alimentation via un transformateur à séparation de circuit placé à l'extérieur de l'enceinte conductrice constituée par le VS.</li> <li>• Ce transformateur ne permet l'alimentation que d'un seul appareil d'utilisation</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• appareils alimentés en Très Basse Tension de Sécurité ( &lt; 24 v )</li> </ul>	

### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com



## 5. ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER

### 5.1. Distribution, installation et alimentation

<b>Origine</b>	Comptage chantier – Constat du relevé avant utilisation et après du compteur existant
<b>Description</b>	<p>suivant la norme NF P 03 001. L'entreprise installatrice procédera au raccordement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des installations communes de chantier (bungalows, aire de lavage des véhicules ..)</li> <li>des ses installations propres (centrale , silo à béton, aire de nettoyage des bennes.. )</li> </ul> <p>l'installation sera protégée <u>mécaniquement</u> et <u>contre le gel</u> En cas de raccordement en eau brute, prévoir la mise en place de panneau identifiant les points de puisage en eau non potable.</p> <p><u>Consistance de l'installation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de points de puisage en eau potable pour chaque bâtiment</li> </ul>
<b>Lot chargé de l'installation</b>	<p><b>LOT 1</b> <b>NOTA :</b> Chaque entreprise concernée mettra en place des « manches » pour alimenter les éventuels postes de travail dans les étages.</p>
<b>Consommations</b>	Les consommations, sont placées au débit du <b>compte prorata</b> .
<b>Entretien de l'installation</b>	L' entreprise installatrice assure l'entretien et la maintenance du réseau qu'elle a installé Le plan de l'installation ,doit préciser l'emplacement des robinets d'arrêt.

## 6. ORGANISATION DES MANUTENTIONS ET DES MOYENS DE LEVAGE

### 6.1. Limitation des manutentions manuelles

Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter :

- les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou à la configuration des locaux

Afin de mieux répartir les approvisionnements, des plates-formes de dessertes sont aménagées près des lieux de livraison.

L'entreprise réalise l'étude d'adéquation des moyens de levage permettant l'approvisionnement cohérent

- à chaque niveau de la construction
- à proximité des postes de travail.

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider le travailleur à la mise en Œuvre des matériaux.

## 6.2. Moyens de levages

Dispositions générales:

Pas encore défini à ce stade du dossier

**NOTA :** l'utilisation de treuil « console » sur étau bloqué en force, entre dalles, est absolument prohibée.

## 6.3. Mesures de prévention

<b>Stabilité des supports et solidité</b>	Après accord de l'entreprise ayant réalisé l'ouvrage support (note de calcul à l'appui), l'entreprise utilisatrice peut mettre en place le dispositif de levage projeté. Elle prend à sa charge, l'installation de son dispositif, les modifications à l'ouvrage support éventuellement nécessaires, l'enlèvement de son dispositif après usage et la remise en état de l'ouvrage support.
<b>Vérification des engins</b>	Les installations de levage, les appareils de levage et d'élévation du personnel doivent être vérifiés conformément aux textes en vigueur, préalablement à leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification doivent être tenus à disposition sur site.
<b>Limitations des interférences</b>	Avant toute mise en place sur le chantier d'engins de levage fixes ou mobiles, les entreprises doivent impérativement communiquer au Coordonnateur Sécurité pour accord préalable, le plan d'installation et l'étude des interférences.
<b>Limitation des manutentions manuelle</b>	Le déchargement et la manutention des divers éléments doivent s'effectuer dans les meilleures conditions pour éviter : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les longs déplacements horizontaux avec charge corporelle du lieu d'approvisionnement au poste de travail</li> <li>• les risques de chutes pendant le transport manuel liés aux obstacles ou configuration des locaux</li> </ul> Sur l'aire des travaux, les entreprises veillent à emprunter des dispositifs individuels adaptés pour soulager et aider les travailleurs à la mise en Œuvre des matériaux
<b>Prévention des renversements</b>	Le rapport de vérification de la grue à tour mettra en évidence la conformité de son installation avec la recommandation R 406 CNAMTS du 10 juin 2004.
<b>Autorisation de conduite des engins de chantier, de levage, de manutention et des élévateurs de personnel</b>	Les salariés chargés de leurs conduites doivent être détenteurs d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'établissement à l'issue d'une formation adaptée aux engins confiés ( CACES ou équivalent ) .

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

## 7. CIRCULATIONS INTÉRIEURES AU CHANTIER

### 7.1. Circulation de véhicules

Dispositions générales :

#### Plan de circulation:

L'entreprise **du LOT 1** réalise et soumet au Coordonnateur Sécurité un plan de circulation. Ce plan doit préciser :

- le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.
- la séparation des flux piéton et véhicule.

#### Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins:

Toute manœuvre de véhicules et engins à l'intérieur du chantier est à effectuer avec l'aide d'un signaleur

	Description	Emplacement	Lot en charge de la mise en œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
<b>Livraison/ Déchargement</b>	Le chauffeur pénètre avec son véhicule dans l'enceinte du chantier sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle sa présence est requise.	Selon plan d'installation de chantier <b>LOT 1</b>	L'entreprise met à disposition du chauffeur une personne compétente pour guider les manœuvres en marche arrière	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Aires de stockage</b>	Plateforme stabilisée et accessible par tout temps	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Stationnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plateforme stabilisée et accessible par tout temps</li> <li>• Prévoir un marquage au sol pour matérialiser les emplacements</li> </ul>	Selon plan d'installation de chantier Gros Œuvre.	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>
<b>Signalisation</b>	Mise en place d'un panneau stop, et d'un panneau directionnel	à l'aplomb du portail de sortie des véhicules lors de la pose de la clôture du chantier.	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>	<b>LOT 1</b>

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com



## 7.2. Circulation du personnel

Circulation horizontale :

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
<b>Séparation des voies véhicules et personnel chantier</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Cheminement piétons reliant à pieds secs l'entrée du chantier à la zone de cantonnement.</li><li>Matérialisation physique au moyen de fiches porte lanterne et filet balis-ville ou équivalent</li></ul>	Selon plan de circulation Gros Œuvre Ce plan doit préciser : <ul style="list-style-type: none"><li>le sens de circulation des véhicules et engins de chantier.</li><li>la séparation des flux piéton et véhicule.</li></ul>	L'entreprise de Gros Œuvre durant la phase de préparation de chantier	LOT 1	LOT 1
<b>Protection des accès (auvents)</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Protection lourde de type mardiers jointifs à chants ou équivalent.</li><li>hauteur libre : 2,00 m minimum</li></ul>	Au droit de l'entrée principale du bâtiment	LOT 1	LOT 1	LOT 1

Circulation verticale:

	Description	Emplacement	Lot chargé de la mise en Œuvre	Lot en charge de l'entretien	Répartition des frais
<b>Escaliers EXISTANTS</b>	En cas d'impossibilité, elle met en œuvre des tours escaliers y compris déplacement et enlèvement	Escaliers du bâtiment	LOT 1	LOT 1	LOT 1
<b>Échelle acier</b>	Mise en place d' échelles dépassant de 1m le niveau d'arrivée, arrimées en tête ou butées en pied	Accès aux étages jusqu'à mise en place des escaliers bois définitifs	LOT 1	LOT 1	LOT 1
<b>Échelle acier</b>	Mise en place d' échelles dépassant de 1m le niveau d'arrivée, arrimées en tête ou butées en pied	Accès aux combles	LOT 1	LOT 1	LOT 1

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 8. ORGANISATION DES SECOURS – PRÉVENTION DES INCENDIES

### 8.1. Secours

<b>Numéro d'appel en cas d'urgence</b>	Voir liste en annexe	
<b>Implantation du téléphone de secours</b>	<b>Accessibilité</b>	Installation dès le début de l'opération dans un lieu signalé et accessible à tous, libre d'accès jusqu'à la fin des travaux, d'un téléphone à partir duquel il est possible, sans carte ni pièce, d'appeler les moyens de secours extérieurs
	<b>Localisation</b>	Chaque chef d'entreprise est responsable de la parfaite information de ses salariés sur la localisation du poste. Dans l'attente de la ligne raccordée au réseau, il est fait obligation de maintenir sur le chantier un téléphone mobile en état de marche.
	<b>Consommations</b>	Elles sont gérées au titre du compte prorata
	<b>Lot chargé de son installation</b>	LOT 1
<b>Accès réservé au secours</b>	L'accès au chantier se fait par l'entrée donnant sur la voie nouvelle. Les circulations ne doivent pas être encombrées de véhicules ou de stockage pouvant gêner l'accès des secours.	
<b>Relation avec les services de secours</b>	Dès l'ouverture du chantier, l'entrepreneur titulaire du <b>Lot Gros Œuvre</b> prend contact avec le Centre de Secours des pompiers pour signaler son intervention. En accord avec le Maître d' Œuvre et le Coordonnateur, il est remis un plan de masse aux pompiers mentionnant l'accès pour les interventions et le point de ralliement	

### 8.2. Incendie

<b>Dispositions prises pour les travaux sur point chauds</b>	Établissement d'un permis feu, journalier, avec le responsable de l'établissement, dans la zone des travaux moyenne avec les zones en activité de l'établissement L'entreprise concernée doit disposer d'extincteur de classe de feu en adéquation avec la nature du risque généré et à jour de leurs vérifications périodiques	
<b>Dispositions prises pour le stockage de produits dangereux</b>	<u>Dépôts de carburant :</u> Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur selon leur nature et leur importance. Un soin particulier est porté au conditionnement, afin d'éviter tout risque de pollution des sols. Prévoir l'approvisionnement de cuves à enveloppe double ou de bacs de rétention.  <u>Produits inflammables, toxique :</u> Dépôt interdit dans les locaux du chantier ou à l'intérieur du bâtiment en construction . Prévoir un approvisionnement au fur et à mesure des besoins	
<b>Dispositions prises contre le risque d'incendie</b>	<b>Protection contre le risque d'incendie du cantonnement</b>	L'entreprise installatrice met en place des extincteurs adaptés aux différents risques dans les locaux affectés au personnel (réfectoire, vestiaire) Les extincteurs doivent être accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle.
	<b>Protection contre le risque d'incendie sur les postes de travail</b>	L'équipement de lutte contre l'incendie est à fournir par les entreprises sur les postes de travail particuliers (étanchéité, soudure, etc...) Les extincteurs doivent rester accessibles en permanence et doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement. Ils ne doivent pas avoir dépassé la date de révision annuelle. Le matériel mis en place doit être adapté aux risques générés par les postes de travail ou zone de travail.

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

## 9. PROTECTIONS COLLECTIVES

### 9.1. Dispositions générales

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale de construction, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques.

L'entreprise, qui pour son intervention, doit déplacer un dispositif collectif de sécurité, a l'obligation et la charge de la remplacer préalablement par un dispositif présentant un degré de protection au moins équivalent.

Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'installateur a l'obligation de le faire après constat du Coordonnateur Sécurité et / ou du Maître d' Œuvre, aux frais de l'entrepreneur responsable.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc...) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par elle-même.

### 9.2. Nature des protections collectives

**Les protections collectives sont prioritaires aux protections individuelles**

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

<b>Emplacement</b>	<b>Risques</b>	<b>Type de protection</b>	<b>Responsable de sa mise en place</b>
Rive de plancher toiture terrasse	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garde-corps enfilés en tête d'acrotère.</li> <li>Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m</li> <li>Garde-corps à pinces tous les 1,50 m.</li> <li>Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle</li> </ul>	LOT 1
Baies toute hauteur / balcons	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garde-corps compatibles avec la pose du garde-corps serrurerie</li> <li>Garde-corps provisoire scellé en tableaux des baies et maintenu jusqu'à pose des menuiseries définitives avec allèges fixes</li> </ul>	LOT 1
Trémies d'escaliers	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Garde-corps sur les paliers</li> <li>Escaliers définitifs ou tours escaliers provisoires</li> </ul>	LOT 1
trémies > 0.30m de coté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de personne</li> <li>Chute d'objet</li> </ul>	Garde-corps compatibles avec la pose des réseaux verticaux	LOT 1
Trémies < 0.30m de coté	Chute d'objet	Plaque d'obturation spittée, armatures continues	LOT 1
Trémie pour skydômes et lanterneaux en terrasse	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de personne</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Infiltration d'eau dans le bâtiment</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Obturation en <u>sous face</u> assurant surface de recueil.</li> <li>Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des lanterneaux</li> <li>Constitution de batardeaux en périphérie des trémies</li> </ul>	LOT 1
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Électrisation</li> <li>Electrocution</li> </ul>	Évacuation provisoire des eaux pluviales jusqu'au raccordement des descentes définitives	LOT 1
Trémie d'accès aux combles	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Protections périphériques par garde corps</li> <li>Dispositif maintenu en place jusqu'à la pose des trappes</li> <li>Constitution de batardeaux en périphérie des trémies</li> </ul>	LOT 1
Bas de pente de toiture tuiles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de personne</li> <li>Chute d'objet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plate-Forme de travail sur console</li> <li>Potelets espacés 1,50 m maxi avec filets, fixés sur charpente ou sur fermettes</li> </ul>	LOT 1
Égout : corniche en béton Pignon en béton			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chute de personne</li> <li>Chute d'objet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Égout : pose de garde-corps par enfichage sur la corniche béton, espacement 1,50 m.</li> <li>Pignons : pose des protections plaquées</li> </ul>	LOT 1 LOT 1
Travaux en élévation sur nacelle		<ul style="list-style-type: none"> <li>Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol</li> <li>Traitement de surface en pied de façade en sur-largeur de 2 m par rapport à la façade</li> </ul>	LOT 1
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renversement d'engin</li> <li>Chute d'objet</li> <li>Chute de personne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nacelles à jour de leur vérifications réglementaires avant mise en service sur site</li> <li>Copie du rapport à disposition sur site</li> <li>Balisage en pied</li> <li>Mise à disposition du personnel de harnais de sécurité</li> <li>Formation du personnel à l'utilisation des engins</li> </ul>	LOT 1

# PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

Rive de plancher toiture terrasse	Chute de personne	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Garde-corps enfilés en tête d'acrotère.</li> <li>• Incorporation de fourreaux PVC ø 27 mm espacés de 1,5 m</li> <li>• Garde-corps à pinces tous les 1,50 m .</li> <li>• Pose des costières, coiffes d'acrotères sous protection individuelle</li> </ul>	LOT 1
Travaux en élévation sur Echafaudages	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renversement d'échafaudage</li> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Chute de personne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Remblaiement en périphérie dès la réalisation du plancher haut du dernier sous-sol</li> <li>• Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade</li> </ul>	LOT 1
		Constitution et montage suivant décret n° 2004-924 du 1° septembre 2004 modifiant le code du travail du 08 01 65 complétée par la recommandation CNAM R 408 du 10/06/2004. <ul style="list-style-type: none"> <li>• Planchers de travail complets</li> <li>• Garde-corps périphériques avec plinthe</li> <li>• Accès par échelle intérieure + trappe, en quinconce</li> <li>• Stabilité par étayage complémentaire</li> <li>• Balisage en pied</li> <li>• Stabilisation par jambes de force ou ancrage en façade ( 1/ 24 m² non bâché)</li> </ul>	LOT 1
Intervention en façade	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renversement d'engin</li> <li>• Chute d'objet</li> <li>• Chute de personne</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Traitement de surface en pied de façade en sur largeur de 2 m par rapport à la façade</li> </ul>	LOT 1

### 9.3. Mise en place d'équipements communs

**ECHAFAUDAGE PERIPHERIQUE à La charge du lot 2 Façade et mis à la disposition des autres corps d'états .  
BASE VIE à la charge du Lot 1**

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com



## 10. TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

### 10.1. Présence d'amiante

Le bâtiment a été complétement désamianté – rapport des mesures libératoires disponibles ( MOA)

### 10.2. Présence de plomb

<b>Préambule</b>	Compte tenu de la nature des travaux à réaliser, le Maître de l'Ouvrage devra faire procéder à l'établissement d'un diagnostic de recherche de plomb et de son état de conservation. Le résultat de ce diagnostic n'est connu à la date d'établissement du présent PGC. Le rapport sera joint au DCE.
<b>Lots concernés</b>	Tous les lots
<b>Localisation :</b>	Suivant plan de repérage figurant dans le diagnostic Les éléments contenant du plomb devront être clairement identifiés sur site (mode à définir dans le PPSPS).
<b>Référence du rapport de diagnostic</b>	<b>Le résultat de ce diagnostic nest pas connu à ce jour</b> Le rapport sera joint au DCE.
<b>Conditions d'évacuation et d'élimination</b>	Suivant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Principes généraux de prévention : loi n° 91-1414 du 31 12 1991</li> <li>• Prévention des risques chimiques : décret n° 92-1261 du 03 12 1992</li> <li>• réglementation relative à la protection des travailleurs exposés au plomb : décret n° 88-120 du 01 02 1988</li> <li>• protection et salubrité dans les chantiers du BTP : décret n° 65-48 du 08 01 1965</li> <li>• Dépose, enlèvement et emport en décharge agréée par le <b>lot 1 et 2</b>: utilisation des protections individuelles adaptées.</li> <li>•</li> </ul>

### 10.3. Ouvrages particuliers à réaliser

<b>Localisation</b>	Travaux en vide sanitaire et Galerie tunnel
<b>Risques spécifiques</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Pénibilité du travail</li> <li>2. Asphyxie, malaise</li> <li>3. Electrisation; électrocution</li> </ol>
<b>Conditions d'intervention</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. En parallèle avec l'avancement des travaux , rabattement de nappe par le <b>lot Gros Œuvre</b> Le mode constructif s'orientera vers un accrochage des canalisations sur les soubassement périphériques.</li> <li>2. Pas de travailleurs isolés sur le chantier , une équipe de 2 ouvriers dont une restant à l'extérieur du VS est requise. Absence d'appareils à émission de CO2 ou mise en place d'une ventilation forcée</li> <li>3. Cf. 4.3. Matériel électrique utilisé par les entreprises</li> </ol>
<b>Responsable de la mise en œuvre</b>	Lot 1

#### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

## 10.4. Utilisation ou exposition à des produits dangereux

<b>Nature des produits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Colle, résine, peinture, matériaux d'isolation, mousse polyuréthane,</li> </ul> <p>NOTA: Utilisation de produits chimiques dangereux : à performance égale, l'emploi d'un produit ne présentant pas de danger pour la santé et la sécurité doit être retenu.</p>
<b>Localisation des interventions</b>	Pièces fermées ou peu ventilées, circulations communes.
<b>Risques spécifiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Explosion, incendie</li> <li>• Inhalation de produit nocif ou toxiques</li> <li>• Inhalation de vapeurs ou gaz toxiques</li> <li>• Inhalation de poussières</li> <li>• Heurt</li> </ul>
<b>Conditions d'intervention</b>	<p>Les travaux générateurs de nuisances tels que émanation de vapeurs nocives ou de poussières, sont à réaliser en priorité en atelier.</p> <p>En cas d'impossibilité, mettre en œuvre des moyens collectifs adaptés aux situations de co-activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ces travaux sont réalisés hors co-activité</li> <li>• ventilation des locaux par des moyens naturel ou mécanique</li> <li>• choix des techniques et des modes opératoires à réduire sinon à éliminer les risques liés à l'émanation, l'inhalation</li> </ul> <p>L'entreprise transmet impérativement au Coordonnateur la fiche de sécurité des produits à utiliser</p> <p>L'entreprise générant des nuisances particulières tel que défini ci avant, doit, en plus des EPI fournis à ses employés, prendre les dispositions nécessaires pour protéger les autres personnes travaillant à proximité</p>
<b>Responsable de la mise en œuvre</b>	Entreprise concernée par la mise en œuvre de ces produits

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 11. DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE DE DANGER LIES A LA CO-ACTIVITÉ

### 11.1. Organisation de la phase préparation de chantier :

L'organisation suivante est retenue :

1. installation de chantier : clôtures, bungalow.
2. en parallèle : réalisation des voies d'accès intérieures, réalisation des réseaux primaires.
3. fin de l'installation de chantier avec raccordements de tous les fluides.
4. terrassements généraux bâtiments et suite suivant le planning de l'OPC

Dysfonctionnement ou dérapage du calendrier

En cas de dysfonctionnement ou dérapage du calendrier, la co-activité des entreprises doit être étudiée par le Maître d'Œuvre en accord avec le Coordonnateur Sécurité.

### 11.2. Décalages d'intervention (travaux superposés, protections collectives) :

<b>Lots concernés</b>	Tous les Lots	
<b>Localisation</b>	Toiture - Fenêtres - à l'aplomb des postes de travail	
<b>Mesures prises</b>	Cas de l'entreprise générale :	Ces dispositions ne peuvent être confirmées qu'après désignation de l'entreprise, et sont fonction de l'enchaînement des tâches et du planning de travaux T.C.E. que l'entreprise établit. En l'absence de calendrier de travaux ce chapitre ne traite que des généralités. Suivant planning prévisionnel des travaux joint au dossier DCE. En cas de la non application de ces consignes, le Coordonnateur SPS se réserve le droit de demander au Maître d'Ouvrage le gel provisoire de ces zones de travail.
	Travaux superposés	D'une manière générale, des dispositions sont prises pour éviter tous travaux superposés. Dans le cas contraire, des dispositifs de protection collective de type platelages jointifs, bâches, filets micro maille, balisages, sont mis en place par l'entreprise exportatrice du risque.
	Chutes d'objets	Les entreprises veillent à ce que toutes les mesures soient prises pour éviter toute chute de matériel ou matériaux (mode opératoire, protection collective, dispositions particulières). Ces mesures doivent être mentionnées dans le P.P.S.P.S. En cas d'impossibilité, il est exigé une protection complémentaire au sol (balisage, interdiction forLot 1melle d'accès pour une période définie, modifications des accès provisoires, protection renforcée surveillance renforcée).
	Protection liée à la superposition des tâches dans un lot	Quelle qu'en soit l'origine, le titulaire du Lot met en place les mesures de protections nécessaires (filets, platelage...) et en assure l'entretien et le démontage.
	Protection liée à la superposition de tâches de plusieurs lots	Si l'origine vient de la configuration des locaux ou de la nature des prestations, le ou les entreprises réalisant les travaux le plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires. Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots. Dans les deux cas, la fourniture, la mise en Œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage des dispositifs de protection sont à la charge du lot utilisateur.

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

	Co-activité - Simultanéité	<p>Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de soudure, meulage, démolition, travaux bruyants, Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne concernée.</p> <p>La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.</p>
	Co-activité - Simultanéité	<p>Le Maître d' Œuvre prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter les interventions simultanées susceptibles d'apporter des risques nouveaux ou d'étendre des risques encourus à d'autres salariés et pour prévenir les risques de projection de matériaux ou substances. Ceci concerne les travaux de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation des colonnes ballastées : groupe de villas</li> <li>• charpente couverture</li> <li>• VRD/façades</li> <li>• soudure, meulage</li> <li>• mise en place d'un échafaudage commun : mise en place par le façadier au titre du compte inter entreprise - utilisation par le charpentier/couvreur pour réaliser l'habillage en sous face des avancées de toit. <ul style="list-style-type: none"> <li>• utilisation par le charpentier/couvreur pour la mise en place des chéneaux et descentes EP -utilisation par le serrurier pour la mise en place du garde-corps définitif en protection contre les chutes sur les balcons la gestion des temps est à régler par l'OPC.</li> <li>• .mise en place de recettes à matériaux :</li> <li>• mise en place par le Gros Œuvre au titre du compte inter entreprise</li> <li>• emplacements en quinconce, pour rendre accessible R+1 ; R+2 ; R+3.</li> <li>• utilisation par le lot cloison, le lot carrelage, le lot plombier, le lot serrurerie</li> <li>• les emplacements sont à gérer par les entreprises intervenantes et reproduites sur la plan d'installation de chantier.</li> <li>• la gestion des temps est à régler par l'OPC</li> </ul> </li> </ul> <p>Un décalage de travaux est en conséquence prévu de manière à laisser intervenir seule l'entreprise causant la gêne.</p> <p>La planification du chantier doit gérer à l'avancement ce type de problème.</p>

# PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 12. MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Proposition de formules à insérer dans les contrats de maîtrise d'Œuvre :

**M Olivier SCHMIDT** est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que le maître d'Œuvre doit fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission et notamment doit rechercher avec le coordonnateur :

- les meilleures conditions d'exécution en sécurité des travaux au niveau des choix architecturaux et des délais,
- les meilleures conditions d'interventions ultérieures sur les ouvrages, en sécurité, et faire figurer dans le dossier de conception les dispositifs spécifiques prévus à cet effet.
- rédiger les mesures d'organisation générale du chantier qu'il a arrêtées en concertation avec le coordonnateur.
- se tenir informé des indications portées dans le Registre Journal, qu'il devra parapher avec ses observations éventuelles lorsqu'elles le concernent.
- insérer dans les dossiers de consultation et de marché des entreprises les documents que lui fournira le coordonnateur (PGCSPS, avec notamment les équipements collectifs de chantier).
- participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, avec voix délibérative dans le cas d'opération de niveau 1.

Le maître d'Œuvre rendra le coordonnateur destinataire des éléments nécessaires à la réalisation de sa mission, notamment tout document : pièces écrites et plans (esquisse, avant-projet, projet, exécution), descriptifs, comptes rendus des réunions (de programmation, d'études, de planification et de chantier) et convocations aux réunions prévues.

Proposition de formules à insérer dans les marchés d'entreprise :

**M . Olivier SCHMIDT** est chargé de la mission de coordonnateur en matière de sécurité et de santé suivant l'article L235.4 de la loi du 31 décembre 1993.

Sa mission est celle du décret du 26 décembre 1994 ce qui implique que les entreprises et leurs sous-traitants devront lui fournir les éléments nécessaires à la réalisation de sa mission.

Les entreprises et leurs sous-traitants devront :

- Connaître l'autorité et les moyens dont dispose le coordonnateur.
- Visiter le chantier avec le coordonnateur, préalablement à l'établissement de leur PPSPS.
- Établir, pendant la période de préparation du chantier ou à défaut dans les 30 ou 8 jours de la notification des marchés, des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé, en tenant compte du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé établi par le coordonnateur et joint au dossier de consultation.
- Remettre leur PPSPS au coordonnateur en autant d'exemplaires que nécessaire (l'entreprise de gros Œuvre ou du lot principal ou exécutant des travaux comportant des risques particuliers devra en outre transmettre au coordonnateur sécurité les exemplaires de son PPSPS nécessaires à la diffusion aux autres entreprises, en autant d'exemplaires que de lots définis au dossier d'appel d'offres).
- Adresser au coordonnateur les bordereaux à jour de leurs plans d'exécution et à sa demande les plans d'exécution dont il aurait besoin.
- Tenir compte des indications notées sur le Registre Journal, le parapher et si nécessaire y répondre.

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 13. PLAN PARTICULIER DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

### 13.2. Lot principal

<p><b>Règle de diffusion et de communication</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordonnateur</li> <li>• Lorsque l'entrepreneur (ou le sous-traitant) a établi son plan, celui-ci peut être consulté pour avis, par: le médecin du travail de l'entreprise</li> <li>• les membres du C.H.S.C.T. de l'entreprise ou, à défaut, par les délégués du personnel</li> <li>• L'entreprise chargée du Gros Œuvre, du lot principal ou appelée à exécuter des travaux dangereux (liste fixée par Arrêté) doit communiquer son P.P.S.P.S. : à l'inspecteur du travail au Service Prévention de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CARSAT) au Comité Régional de l'O.P.B.T.P. au chantier (disponibilité permanente)</li> </ul> <p><u>SUIVI</u> Le P.P.S.P.S. est conservé par l'entreprise pendant 5 ans après la réception de l'ouvrage.</p>
<p><b>Contenu</b></p>	<p><u>P.P.S.P.S.</u> Ce document doit être établi par toute entreprise intervenante. La réflexion sur les risques engendrés par l'activité de l'entreprise sur ses propres salariés s'élargit aux mesures prises pour prévenir les risques générés par :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• le chantier et son environnement</li> <li>• les autres entreprises</li> <li>• l'activité de l'entreprise sur les salariés des autres intervenants</li> <li>• description du mode opératoire concernant un ouvrage spécifique et/ou démolition, création de sous-Œuvre, désamiantage, décapage du plomb</li> </ul> </p> <p>L'entrepreneur qui, après analyse, estime que l'exécution des travaux ne présente aucun risque doit en faire mention expresse sur le plan.</p> <p>Le P.P.S.P.S. doit présenter les conditions du contrôle de l'application des mesures. Ce contrôle est assimilable à celui d'une démarche "qualité". Seuls les entrepreneurs de Gros Œuvre, du Lot principal ou de présentant des travaux à risques particuliers, sont tenus d'envoyer leur P.P.S.P.S. à la CARSAT, l'O.P.B.T.P., l'Inspection du Travail, avant toute intervention sur le chantier. A cet envoi est joint l'avis du Médecin du Travail ainsi que celui des membres du C.H.S.C.T. ou à défaut des délégués du personnel.</p> <p><u>Objectif</u> Rattacher étroitement des mesures de prévention aux procédés et modes d'exécution en fonction des risques qu'ils créent. Intégrer les mesures de prévention au processus et à l'outil de construction Coordonner les dispositions prises par les différents entrepreneurs.</p>

### 13.2. Sous-traitance

<p><b>Diffusion du P.G.C.</b></p>	<p>Le titulaire d'un marché est tenu de remettre le P.G.C. à ses sous-traitants. Il doit, de plus, leur remettre un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenue en matière d'hygiène et de sécurité (ce peut être son propre PPSPS).</p>
<p><b>Etablissement du P.P.S.P.S.</b></p>	<p>Chaque sous-traitant dispose alors d'un délai d'au moins 8 jours pour établir son PPSPS, après réception du contrat signé par l'entrepreneur et remise des documents cités ci-dessus.</p>

#### PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

so.schmidtolivier@gmail.com

### 13.3. Locatiers

#### Procédure dite simplifiée

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant, faisant appel aux services d'un « locatier », devra nous transmettre la copie du livret d'accueil, signé par les deux parties et comprenant :

- coordonnées du « locatier »
- moyens matériels mis à disposition
- date et durée estimée de l'intervention
- zone d'intervention
- consignes écrites précisant les conditions de l'intervention du « locatier » : environnement du chantier , utilisation de l'engin, sous l'autorité directe du titulaire du marché et /ou son sous-traitant
- engagement écrit du locatier précisant qu'il respectera les consignes contenues dans le PPSPS du titulaire du marché et /ou son sous-traitant

#### P.P.S.P.S.

Le titulaire du marché et /ou son sous-traitant devra transmettre au « locatier » leur PPSPS.

### 13.4. Livraison

#### Protocole de sécurité

Nous recommandons la mise en place protocole de sécurité établi dans le cadre d'échange préalable entre entreprises ( arrêté du 26 04 1996 articles 2, 3 et 4)

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)

## 15. LISTE DES INTERVENANTS

FONCTION	NOM et COORDONNÉES	CORRESPONDANT
<b>Maître d'Ouvrage</b>	<b>SAIEM</b> 247 Rue Jean Aicard <b>83300 DRAGUIGNAN</b> <a href="mailto:laurent.panetta@saiem-draguignan.fr">laurent.panetta@saiem-draguignan.fr</a>	Laurent PANETTA 07 76 04 48 89
<b>Maître d'œuvre Conception et réalisation</b>	<b>Architecte</b> 3i ARCHITECTURE <b>13001 MARSEILLE</b>	Sandrine BRANDON 04 88 44 39 40
<b>Coordonnateur Sécurité Conception</b>	<b>S.O</b> 4 rue du Four Neuf 83670 BARJOLS <a href="mailto:so.schmidtolivier@gmail.com">so.schmidtolivier@gmail.com</a>	Olivier SCHMIDT 06 37 83 92 04
<b>Coordonnateur Sécurité Réalisation</b>	<b>S.O</b> 4 rue du Four Neuf 83670 BARJOLS <a href="mailto:so.schmidtolivier@gmail.com">so.schmidtolivier@gmail.com</a>	Olivier SCHMIDT 06 37 83 92 04
<b>Inspection du Travail</b>	177, bld Charles BARNIER BP 131 83071 TOULON CEDEX T : 04.94.09.64.58 F : 04.94.09.65.40	MME OCHS - TABARLY
<b>CARSAT</b>	Département Prévention A.T. – Z.U.P. De la Rode - Rue Emile Olivier T : 04.94.46.89.62 F : 04.94.46.89.6	M. SCAVINO
<b>O.P.P.B.T.P.</b>	375 Bd Michelet 13009 MARSEILLE T : 04.91.71.48.48 F : 04.91.22.66.64	M. MOULARD

**PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)





## 16. FICHE D'APPEL EN CAS D'ACCIDENT

Pompiers	Tel fixe :18 Tel portable :112
SAMU	Tel fixe :15 Tel portable :112
. Police Nationale	Tel fixe :17 Tel portable :112

Urgence hôpital de DRAGUIGNAN	<a href="tel:0494605000">04 94 60 50 00</a>
-------------------------------	---

. Centre anti-poison Marseille	04.91.75.25.25
--------------------------------	----------------

Météo	08.36.68.02.30
-------	----------------

Odeur de Gaz	0810 433 030
--------------	--------------

### **PGCSPS / ANCIENNE TRESORIE**

Création 15 logements et local en rdc dans ancienne trésorerie situés sur les parcelles

AS 32 + AS 236 - 37

BOULEVARD DE LA LIBERTE - 83300 A DRAGUIGNAN

**SO**

4 rue du Four Neuf – 83670 BARJOLS

**06 37 83 92 04**

[so.schmidtolivier@gmail.com](mailto:so.schmidtolivier@gmail.com)